

**ENTRE INSTABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT : Analyse de l'impact de l'endettement par le marché régional des titres publics et la stabilité politique sur la Croissance économique au Mali (2011-2023).**

**BETWEEN INSTABILITY AND DEVELOPMENT: Analysis of the Impact of Mali's Debt on Economic Growth and Political Stability (2011-2023)**

**Etienne Fakaba SISSOKO**

Université des Sciences Sociales et de Gestion du Mali (USSGB)  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)  
Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales (CRAPES)  
[etienne@crapes.net](mailto:etienne@crapes.net) / [sissoko.of@gmail.com](mailto:sissoko.of@gmail.com)

**Djimé Silamakan DIAWARA**

Doctorant en sciences économiques (ED-DESSLA) -Mali  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)  
Laboratoire de Recherche en économie Appliquée au Développement (L-READ)  
[searcher.diawara@gmail.com](mailto:searcher.diawara@gmail.com)

**Issa BALLO**

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG)  
[issaballo@yahoo.fr](mailto:issaballo@yahoo.fr)

**Laya GUINDO**

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)  
[layaamadou@yahoo.fr](mailto:layaamadou@yahoo.fr)

**Adama O. TRAORE**

Université des Sciences Sociales et de Gestion du Mali (USSG)  
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)  
Centre Universitaire de Recherche Économique et Sociale (CURES)  
[adamao\\_traore@yahoo.fr](mailto:adamao_traore@yahoo.fr)

**Khalid DEMBELE**

Université des Sciences Sociales et de Gestion du Mali (USSG)  
Institut des Techniques Économiques, Comptables et Commerciales (INTEC-SUP)  
[khalid.dembele@yahoo.fr](mailto:khalid.dembele@yahoo.fr)

**Date de soumission :** 11/11/2023

**Date d'acceptation :** 29/12/2023

**Pour citer cet article :**

SISSOKO E.F. et al. (2024). « ENTRE INSTABILITÉ ET DÉVELOPPEMENT : Analyse de l'impact de l'endettement par le marché régional des titres publics et la stabilité politique du Mali sur la Croissance économique (2011-2023) », Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit, « Volume 7 : numéro 4 » pp : 224- 249.

## Résumé

Cette étude explore la relation complexe entre l'endettement, la croissance économique et la stabilité politique au Mali à travers le marché régional des titres publics de l'UEMOA sur la période de 2011 à 2023. En se servant des bases de l'UEMOA-Titres de la BCEAO et de la Banque mondiale en appliquant plusieurs méthodes d'estimations : méthode des variables instrumentales et ARDL en raison de la nature des données, pour évaluer les effets de l'endettement à travers les fonds mobilisés sur le marché des titres publics, sur la croissance au Mali. Les résultats indiquent que l'endettement via les titres obligataires peut stimuler la croissance économique, tandis que les instruments de dette à court terme, comme les bons du Trésor, ont tendance à avoir un impact négatif. De plus, la stabilité politique se révèle être un élément clé pour mobiliser des fonds sur le marché régional, la gestion efficace de la dette et son influence sur la croissance. Ces résultats ont des implications significatifs pour la politique économique, suggérant la nécessité dans le choix de type d'endettement entre les titres obligataires ou bons du trésor et une gestion prudente de la dette avec un environnement politique stable, et offrent des leçons importantes pour d'autres pays en développement.

**Mots-clés:** Endettement ; Croissance économique ; Stabilité politique ; Mali ; UMOA Titres.

### Abstract:

This study delves into the intricate relationship between indebtedness, economic growth, and political stability in Mali, examining the regional public securities market of the West African Economic and Monetary Union (UEMOA) over the period from 2011 to 2023. Utilizing data from UEMOA-Titres of the Central Bank of West African States (BCEAO) and the World Bank, the research employs various estimation methods, including the instrumental variables approach and the Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model, due to the nature of the data. The objective is to assess the effects of indebtedness, as manifested through funds raised in the public securities market, on Mali's economic growth. The findings indicate that debt via bond issuances can stimulate economic growth, whereas short-term debt instruments, such as Treasury bills, tend to exert a negative impact. Furthermore, political stability emerges as a pivotal factor in mobilizing funds in the regional market, effective debt management, and its influence on growth. These outcomes bear significant implications for economic policy, underscoring the need for discernment in the choice of debt type, be it bonds or Treasury bills, and for prudent debt management within a stable political environment. The study offers crucial lessons for other developing countries.

**Keywords:** Indebtedness; Economic Growth; Political Stability; Mali; UEMOA Securities.

## Introduction :

Entre 2011 et 2023, le Mali a connu d'importantes turbulences économiques et politiques, accentuées par la pandémie de la Covid-19 (Banque Mondiale, 2020). Face à cette situation, le pays a adopté une stratégie de financement centrée sur le marché des obligations de l'UMOA Titres, un choix stratégique crucial pour le financement de son déficit budgétaire dans un contexte restreint d'accès aux marchés internationaux, dû aux crises politiques (CEDEAO, 2022).

Cette étude se penche sur l'interaction complexe entre la dynamique de l'endettement public et les turbulences politiques au Mali de 2011 à 2023, une période jalonnée d'événements politiques majeurs, dont trois coups d'État<sup>1</sup>, des crises sécuritaires profondes et des sanctions économiques, testant la résilience économique du pays (FMI, 2022). Cette conjoncture offre un cadre d'analyse fertile pour comprendre les implications de l'endettement dans un contexte instable et changeant.

La recherche s'articule autour d'une problématique centrale :

**Comment l'endettement, dans le contexte spécifique du Mali, marqué par l'instabilité politique et les défis sécuritaires, influence-t-il la trajectoire économique du pays ?**

Cette question soulève la nécessité de comprendre le rôle des politiques d'endettement dans des environnements fragiles et leurs potentiels effets catalyseurs ou inhibiteurs sur le développement économique.

L'approche méthodologique de l'article combine rigueur et pluridisciplinarité, s'appuyant sur des modèles économétriques avancés, tels que les moindres carrés ordinaires (OLS), les variables instrumentales (IV) et le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL). Cette méthodologie permet une analyse approfondie des données recueillies entre 2011 et 2023, tout en tenant compte des particularités du contexte malien. Les données, issues de sources telles que la Banque Mondiale, le FMI et l'UMOA Titres, garantissent la fiabilité et la pertinence de l'étude. L'analyse quantitative est enrichie par des perspectives qualitatives pour une compréhension complète des dynamiques à l'œuvre. Ainsi, ce cadre méthodologique fournit

---

<sup>1</sup> 22 mars 2012, 18 août 2020, 24 mai 2021.

une base solide pour les analyses et interprétations, contribuant de manière significative à la compréhension des liens entre l'endettement, la croissance économique et la stabilité politique.

L'article aborde un moment décisif de l'histoire du Mali, alors que le pays navigue dans une transition politique et fait face à une crise sécuritaire sans précédent, tout en s'appuyant de plus en plus sur le marché régional des titres publics de l'UEMOA. Il vise à éclairer l'impact de l'endettement sur la croissance économique et la stabilité politique, tout en comblant les lacunes de la littérature existante qui sépare souvent les aspects économiques des défis politiques.

Structuré en plusieurs sections, l'article commence par établir un cadre théorique et méthodologique, s'appuyant sur des études antérieures et des modèles économétriques variés pour évaluer l'impact de l'endettement. L'étude procède ensuite à une analyse empirique des données, examinant les interactions entre l'endettement, les investissements et la stabilité politique. Les résultats sont discutés en rapport avec la littérature existante, soulignant leur importance pour les politiques économiques. Enfin, l'article conclut en mettant en lumière les implications politiques et économiques pour le Mali et d'autres pays en développement similaires, proposant des stratégies pour une gestion efficace de l'endettement et la promotion de la stabilité.

## **1. Cadre Théorique et Méthodologique :**

### **1.1. Cadre Théorique**

L'analyse de l'impact de l'endettement sur la croissance économique et la stabilité politique au Mali, couvrant la période de 2011 à 2023, s'appuie sur un cadre théorique enrichi par la littérature économique globale et des études spécifiques au contexte malien. Les travaux de Reinhart et Rogoff (2009) et Stiglitz (2000) ont établi un fondement solide pour comprendre les risques et opportunités liés à l'endettement, tout en soulignant l'importance de l'équilibre entre la stimulation de la croissance via l'investissement public et les dangers d'une dette insoutenable.

Le lien entre les décisions fiscales et les dynamiques politiques, exploré par Alesina et Tabellini (1989), est particulièrement pertinent dans des contextes volatiles comme le Mali. Les défis spécifiques de l'endettement dans les pays en développement sont accentués par Sachs (2005), mettant en lumière la nécessité de maintenir un équilibre entre croissance et stabilité.

Une perspective plus contemporaine est fournie par l'étude de Diallo S.S. (2022), qui montre une relation positive entre la dette publique et l'investissement au Mali, renforçant les

conclusions de Konso Bola (2005) sur l'impact de l'endettement sur le développement économique. Ces analyses sont essentielles pour comprendre le rôle complexe de l'endettement dans le contexte économique et politique malien, notamment marqué par des sanctions économiques et des défis sécuritaires.

L'article de Sissoko & al. (2023) aborde le dilemme budgétaire du Mali face à la pression internationale et aux élections de 2024. Cette étude analyse le projet de Loi de Finances de 2024, révélant un déséquilibre entre les dépenses de sécurité et les investissements en développement socio-économique. L'augmentation du niveau d'endettement du Mali, en particulier sur le marché de l'UEMOA Titres, ne s'est pas traduite par une augmentation des investissements dans les secteurs productifs, mais a plutôt alimenté les dépenses courantes, notamment les salaires des fonctionnaires (Sissoko E.F., & Dembélé K., 2023).

Un autre pan de cette recherche souligne la nécessité d'une gestion prudente de la dette et d'une approche équilibrée pour naviguer dans un environnement économique et politique fluctuant, mettant en lumière les défis et opportunités que l'endettement représente pour le Mali. Elle illustre le conflit entre les dépenses sécuritaires et les besoins en développement socio-économique, indiquant la nécessité de rationaliser les dépenses de l'État pour favoriser une croissance et une stabilité durables.

Dans une analyse approfondie et novatrice, SANGARE, & al. (2023) revisitent la notion de soutenabilité de la dette au Mali, en adoptant une perspective centrée sur la stationnarité. Cette étude, publiée dans la Revue Française d'Économie et de Gestion, vise à dépasser les limites des critères financiers traditionnels, jugés statiques et peu représentatifs de la dynamique économique malienne. S'étendant de 1970 à 2014, l'analyse met en lumière l'insoutenabilité persistante de la dette malienne malgré les réformes et les avantages découlant de l'IPPTE. Ces chercheurs recommandent une diversification économique et un recours accru aux emprunts intérieurs (en moyenne une opération par semaine), comme stratégies clés pour une gestion durable de la dette. Cette recherche apporte une contribution significative à la compréhension de la dette dans les contextes en développement, soulignant la nécessité d'une approche dynamique et intégrée pour évaluer la soutenabilité de la dette (SANGARE & al., 2023).

Dans leur étude rigoureuse et opportune, Sissoko E.F., & Dembélé K., (2023) se penchent sur les répercussions substantielles des sanctions économiques de la CEDEAO en 2022 sur l'endettement et la stabilité macroéconomique du Mali. À travers une méthodologie analytique robuste et l'examen de sources variées, y compris la Loi de Finances de 2024, cette recherche

met en évidence une augmentation marquée de la dette publique malienne de 35,9% du PIB en 2016 à 52,0% en 2021. Les sanctions ont intensifié les difficultés du Mali à satisfaire aux critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO, appelant à une révision des approches régionales en gestion de crise. Les auteurs suggèrent des mesures pour renforcer la résilience économique du Mali et atténuer les effets des sanctions futures. Leur analyse souligne la nécessité de reconsidérer les sanctions comme outil de politique étrangère et de stimuler les investissements pour améliorer la stabilité macroéconomique. Ces constatations offrent des perspectives essentielles pour les décideurs et les acteurs économiques de la région ouest-africaine (Sissoko, E.F., & Dembélé K., 2023).

En somme, ces études offrent un aperçu multidimensionnel de la gestion de l'endettement au Mali, soulignant à la fois ses impacts sur la croissance économique et les défis intrinsèques à la stabilité politique et économique dans un pays en développement.<sup>2</sup>

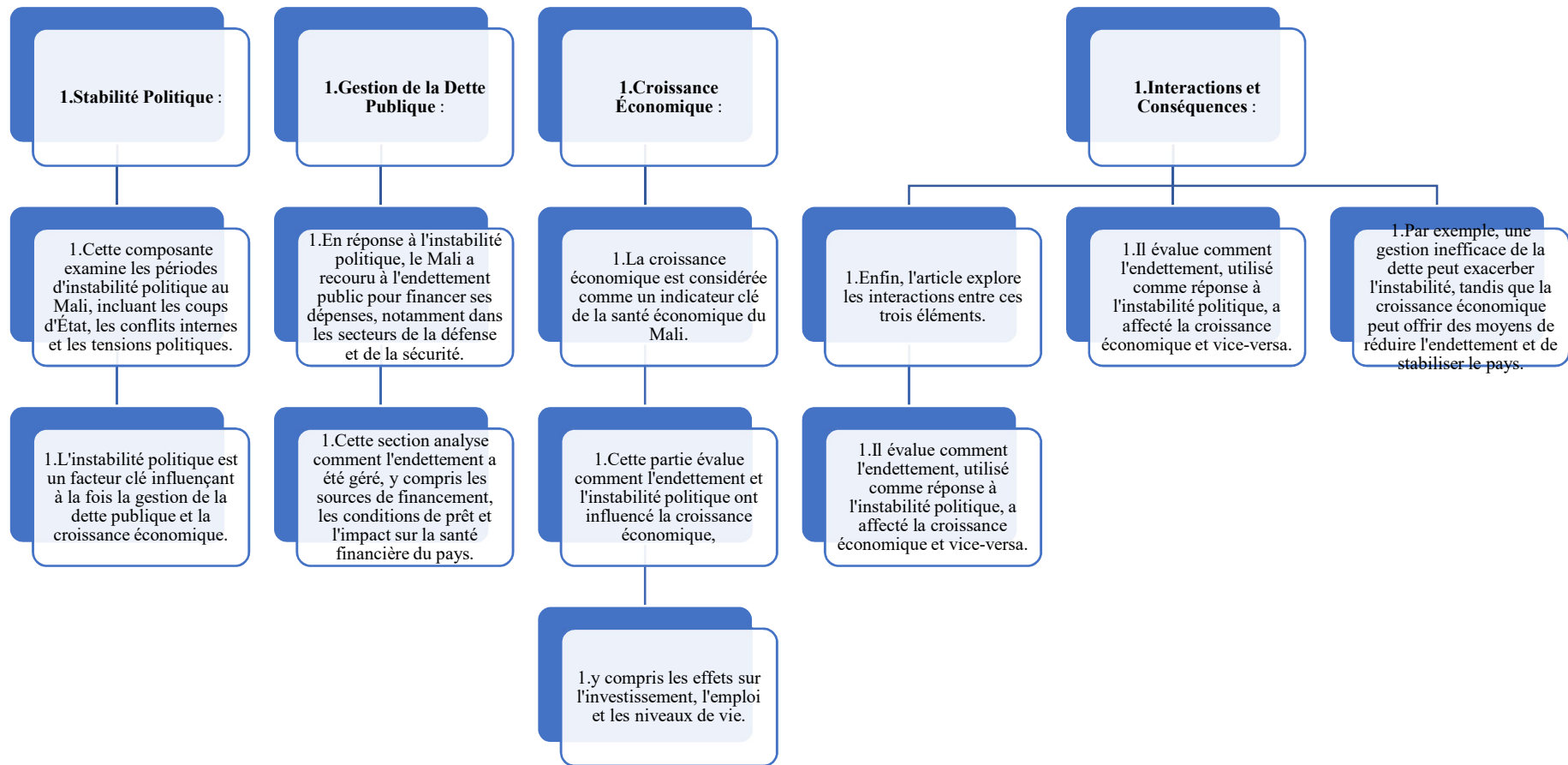
## 1.2. Apport à la Littérature existante

Cette étude constitue une contribution notable à la compréhension des dynamiques économiques dans les pays en développement, se concentrant spécifiquement sur le Mali de 2011 à 2023. Elle offre une analyse détaillée de l'impact de l'endettement gouvernemental, analysant les conséquences sur le marché régional des titres publics, la stabilité politique et la croissance économique. Premièrement, l'analyse examine l'effet dual de l'endettement sur la croissance, soulignant les conditions sous lesquelles il peut être bénéfique ou préjudiciable. Deuxièmement, elle éclaire le rôle crucial de la stabilité politique dans la gestion de la dette et son incidence sur le développement économique, mettant en avant les interdépendances entre les dynamiques politiques et économiques. Enfin, l'étude propose une évaluation critique de la gestion de la dette, en contexte de mutation économique et politique, et formule des recommandations stratégiques pour une gestion plus équilibrée et efficace de la dette. Globalement, cette recherche enrichit la littérature sur l'économie du développement par son examen approfondi des répercussions de l'endettement gouvernemental, tout en offrant des perspectives pour des politiques économiques adaptées aux réalités des pays en développement, particulièrement illustrées par le cas du Mali.

---

<sup>2</sup> Reinhart et Rogoff, 2009; Stiglitz, 2000; Alesina et Tabellini, 1989; Sachs, 2005; Diallo. S.S. (2022).; KONSO BOLA, 2005; SISSOKO, E.F., 2023.

### 1.3. Schéma Conceptuel de l'étude



Source : Auteurs

## 2. Cadre Méthodologique

Le cadre méthodologique de cette étude sur l'impact de l'endettement du Mali sur sa croissance économique et sa stabilité politique combine rigueur statistique et acuité économique. Les données proviennent de sources fiables et reconnues, notamment la Banque Mondiale, le FMI, l'Institut National de la Statistique du Mali et l'UMOA Titres, couvrant la période 2011-2023 (Banque Mondiale, 2021; FMI, 2023; UMOA Titres, 2022).

Les variables sélectionnées pour l'étude, justifiées par leur influence connue sur la croissance, comprennent des indicateurs macroéconomiques et des mesures spécifiques liées à la dette et à la stabilité politique (Reinhart et Rogoff, 2009; Stiglitz, 2000). La méthodologie économétrique comprend des modèles de données des séries temporelles pour analyser les effets spécifiques au Mali et les variations dans le temps (Wooldridge, 2015), ainsi que des régressions multiples avec variables instrumentales pour gérer l'endogénéité (Angrist et Pischke, 2009). Le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL) proposé par Pesaran et Shin (1998) et Pesaran et Al. (2001) complètent l'approche en examinant les relations de long terme et les ajustements à court terme.

L'ensemble de cette méthodologie, renforcée par des tests de robustesse, permet d'obtenir des résultats fiables et pertinents, offrant une perspective enrichissante sur l'impact complexe de l'endettement dans un contexte aussi changeant que celui du Mali. Cette étude contribue à la compréhension approfondie des dynamiques d'endettement par le marché régional des titres publics dans un environnement économique et politique fluctuant, enrichissant ainsi la littérature existante.

### 2.1. Hypothèses de Recherche

Pour notre étude, nous postulons que :

- ☞ **H(1)** : L'augmentation de l'endettement du Mali, spécifiquement à travers les titres obligataires sur le marché régional des titres publics pourraient affecter positivement la croissance économique du Mali, en raison de la stimulation potentielle des investissements.
- ☞ **H(2)** : Les instruments de dette à court terme, tels que les bons du Trésor, pourraient avoir un impact négatif sur la croissance économique, en introduisant une volatilité financière et des contraintes budgétaires préjudiciables.



☞ **H(3)** : La stabilité politique pourrait jouer un rôle essentiel dans l'efficacité de la gestion de la dette et son influence sur la croissance économique, soulignant ainsi l'importance d'un environnement politique stable pour une gestion économique efficace.

☞ **H(4)** : Les sanctions économiques et les incertitudes politiques pourraient affecter négativement la capacité du Mali à gérer sa dette, en limitant l'accès au financement et en déséquilibrant l'économie.

## 2.2. Le Modèle Théorique :

Notre modèle de base est celui de Barro (1990). En effet, le modèle de croissance de Barro (1990) démontre que les dépenses du gouvernement, en étant productives, peuvent agir positivement non seulement sur les niveaux des variables mais aussi sur le taux de croissance de l'économie. Toutefois, le financement de ces dépenses peut avoir un effet négatif sur les niveaux et le taux de croissance, résultant en un niveau optimal de ces dépenses.

Pour examiner la validité des effets des dépenses de l'État sur la croissance économique, la forme générale des modèles de régression multiple comportant  $k$  variables explicatives est la suivante :

$$Y_t = a_0 + a_1X_{1t} + a_{2t} + \dots + a_{k-1}X_{k-1} + \varepsilon_t \quad (1)$$

$Y_t$  = variable à expliquer à la date  $t$

$X_{it}$  = vecteurs des variables explicatives

$a_1 a_2 a_3 \dots a_k$  = paramètres du modèle

La forme fonctionnelle spécifique pour l'analyse dans notre étude est :

$$lPib = a_0 + a_1lObliga + a_2lBons + a_3lInv_{Priv} + a_4lInv_{Pub} + a_5Tcer + a_6Infla + a_7lPopactive + a_8Stapol + a_9Effigov \varepsilon_t \quad (2)$$

☞ **LPib** : produit intérieur brut en milliards de FCFA, données de la BCEAO.

☞ **LObliga** : obligations du trésor, exprimées en milliards de FCFA, données de l'UMOA-Titres.

☞ **LBons** : bons du trésor, exprimés en milliards de FCFA, données de l'UMOA-Titres.

☞ **LInv\_priv, LInv\_Pub** : investissements privé et public en milliards de FCFA, données de la BCEAO.

- ☞ *TCER* : taux de change effectif réel, source Banque Mondiale.
- ☞ *Infla* : taux d'inflation à partir de l'indice des prix à la consommation.
- ☞ *Popactive* : population active, source Banque mondiale.
- ☞ *Stapol* : indicateur de la stabilité politique.
- ☞ *Effi\_gov* : mesure de la compétence de la bureaucratie publique et de la qualité des services publics.

### 2.3. Présentation et Analyse des Données :

Dans l'étude de l'impact de l'endettement et la stabilité politique sur la croissance économique du Mali entre 2011 et 2023, l'analyse des données révèle des interrelations complexes entre l'endettement, l'investissement et la stabilité politique, étayées par des résultats quantitatifs. Les statistiques descriptives montrent, par exemple, que le PIB (IPIB) a une moyenne de 8.531073 avec un écart-type de 0.54147, indiquant une certaine variabilité dans la croissance économique. De façon plus spécifique, les obligations (Lobligations) présentent une moyenne de 5.2056, tandis que les bons du Trésor (Lbons) affichent une moyenne légèrement supérieure de 5.5832, reflétant leur rôle dans le financement public.

Le tableau de corrélation révèle des liens significatifs entre ces variables. Une corrélation très forte de 0,9825 entre le PIB et les investissements privés (Linvest\_Priv) suggère un lien étroit entre les investissements privés et la croissance économique, corroborée par la moyenne élevée des investissements privés (6.4209). Parallèlement, une corrélation positive de 0,8214 entre le PIB et les investissements publics (Linvest\_Pub) indique l'importance des dépenses publiques pour la croissance économique.

Cependant, une corrélation négative significative de -0,9484 entre le PIB et la stabilité politique (Stapol) met en évidence l'impact négatif de l'instabilité politique sur l'économie, un fait particulièrement pertinent dans le contexte malien marqué par des troubles politiques.

Les tests de stationnarité et de cointégration complètent cette analyse. Par exemple, les tests montrent que certaines variables, comme l'investissement public, sont stationnaires au niveau (I(0)), tandis que d'autres, comme l'investissement privé, le sont en première différence (I(1)).

En ce qui concerne le test de cointégration, il indique une relation de long terme entre des variables clés comme les obligations et les différents types d'investissements, soulignant l'importance d'une gestion prudente de la dette pour la croissance économique du Mali.

Ces analyses et résultats mettent en lumière l'interaction complexe entre l'endettement, les investissements et la stabilité politique au Mali, offrant des perspectives essentielles sur les défis et opportunités liés à la gestion de l'endettement dans un contexte économique et politique dynamique. *(voir tous résultats des tests les tableaux en annexe)*

### 3. Résultats des Modèles Économétriques

L'analyse économétrique approfondie de l'impact de l'endettement par les titres publics (obligations et bons du trésor) et la stabilité politique sur la croissance économique du Mali, couvrant la période 2011-2023, s'est appuyée sur des modèles diversifiés tels que les moindres carrés ordinaires (OLS), les variables instrumentales (IV) et le modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL). Ces méthodes ont permis d'éclaircir les dynamiques complexes entre l'endettement, les investissements, et la stabilité politique dans un contexte national difficile.

Les résultats obtenus à travers ces modèles révèlent des tendances notables. L'analyse en OLS et ARDL montre que les obligations ont un impact positif sur la croissance économique (coefficients ARDL à long terme de 0.03202\*\*), suggérant que les emprunts à moyen et long terme stimulent le développement économique. En revanche, les bons du Trésor démontrent un effet négatif en ARDL à long terme (-0.0779\*\*), indiquant que le financement à court terme peut nuire à la croissance.

Les investissements privés et publics affichent tous deux une influence positive sur la croissance (0.6546\*\*\* en OLS pour les investissements privés et 0.1370\* en OLS pour les investissements publics), soulignant leur rôle clé dans l'économie malienne. Cependant, la stabilité politique (avec un coefficient de -0.01125\* en IV) et l'efficacité gouvernementale (avec un coefficient de -0.2370\*\* en ARDL à long terme) apparaissent comme des facteurs négatifs, reflétant les défis de gouvernance auxquels le Mali est confronté.

Les tests de robustesse des estimations, comprenant des analyses de normalité, d'hétéroscédasticité et de corrélation sérielle, confirment la fiabilité des modèles et des résultats. La normalité des résidus est vérifiée (0.9284,  $p=0.6286$ ), l'hétéroscédasticité est rejetée (1.1480,  $p=0.3980$ ), et l'absence de corrélation sérielle est confirmée (0.00604,  $p=0.9293$ ).

Ces résultats mettent en exergue la complexité de la gestion de l'endettement dans un contexte économique et politique instable. Ils soulignent l'importance d'une gestion prudente de l'endettement, d'investissements stratégiques, et de la stabilité politique pour le développement économique durable du Mali.

**Tableau N°1 : Résultats économétriques**

Variables	OLS (1)	IV (2)	ARDL (3)	
			Court-Terme	Long-Terme
<b>LOBLIGATIONS</b>	0.0093	0.0502	0.03202**	0.0465**
<b>LBONS</b>	-0.1226**	-0.0364*	0.0536***	-0.0779**
<b>LInvestissement_PUB</b>	0.1370*	0.1317**	0.0745***	0.1086**
<b>LInvestissements_PRI</b>	0.6546***	0.6367***	0.0254	0.1631**
<b>Inflation</b>	0.0030	0.0034	-0.0046***	-0.0061**
<b>Lpopulation_active</b>	0.2495***	0.2599***	3.5184***	5.109***
<b>Taux de change</b>	0.00385*	0.0038	--0.0007	-0.0064***
<b>Instabilité politique</b>		-0.01125*	-0.0317*	0.0191
<b>Efficacité du gouvernement</b>		0.2049	-0.2370**	-0.2159**

Source : Auteurs, 2023

#### 4. Discussions et Limites des Résultats

##### 4.1. Discussions des Résultats

Cette étude offre une analyse comparative riche avec la littérature existante, évaluant les résultats à travers le prisme des théories économiques établies et des hypothèses de départ. Cette section discute de la manière dont nos découvertes s'articulent dans le contexte global de la recherche sur l'endettement, la croissance économique et la stabilité politique.

Les résultats révèlent que l'endettement, principalement via le marché des obligations, a un impact positif sur la croissance économique, ce qui corrobore la théorie de Krugman (1988) sur le potentiel stimulant de l'endettement. Cette observation valide l'hypothèse initiale sur l'effet bénéfique de l'endettement sur la croissance malienne, en cohérence avec Reinhart et Rogoff (2009) concernant le financement d'investissements productifs par la dette. Cependant, le constat d'un effet négatif des bons du Trésor à long terme soulève des questions par rapport aux théories keynésiennes traditionnelles sur le financement à court terme.

Par ailleurs, la corrélation négative observée entre l'instabilité politique et la croissance économique renforce notre postulat sur l'importance de la stabilité politique dans la gestion de la dette et son influence sur la croissance, alignée sur les perspectives d'Acemoglu et Robinson

(2001). Leur mise en lumière de la nécessité de la stabilité et de l'efficacité institutionnelle pour le développement économique trouve un écho dans le cas malien.

La relation positive entre l'endettement et les niveaux d'investissement, tant privé que public, confirme notre hypothèse initiale tout en s'alignant avec les perspectives actuelles en économie. Cela met en avant l'importance des investissements productifs et leur interrelation avec la croissance économique dans un contexte où la politique fiscale et monétaire est déterminante.

En somme, cette discussion démontre une adéquation partielle de nos résultats avec les théories existantes, tout en offrant des perspectives nuancées invitant à une réévaluation des approches traditionnelles, surtout dans des contextes spécifiques comme celui du Mali. Elle met en exergue la nécessité de tenir compte des spécificités contextuelles dans l'application des théories économiques, particulièrement dans les pays confrontés à des instabilités politiques et sécuritaires. Nos découvertes enrichissent le corpus de la littérature en économie du développement et soulignent la pertinence d'analyses adaptées aux dynamiques complexes d'endettement dans des pays tels que le Mali.

#### **4.2. Limites de l'Étude :**

Toutefois, notre étude comporte des limites. La disponibilité et la qualité des données, notamment sur la stabilité politique et l'efficacité gouvernementale, constituent des défis. Bien que robustes, nos méthodes économétriques ont des limites dans leur capacité à saisir pleinement les dynamiques complexes à l'œuvre. Enfin, l'étude, centrée sur le Mali, offre des perspectives qui, bien qu'indicatives, ne sont pas nécessairement généralisables à d'autres pays qui traversent des contextes similaires comme le Niger ou le Burkina, sans analyses comparatives.

Cette étude apporte une contribution significative à la littérature sur les finances publiques et la croissance économique dans les contextes post-conflit et politiquement instables, offrant de nouvelles perspectives tout en soulignant le besoin de recherches futures pour affiner notre compréhension de ces interactions complexes.

### **5. Scénarios pour 2024**

#### **5.1. Scénarios pour 2024**

Alors que le Mali s'approche de 2024, une année charnière marquant la fin de la transition politique, un report de plus en plus probable des élections présidentielles, qui auront comme

conséquences des sanctions économiques, avec comme corolaire l'inaccessibilité du marché des obligations, plusieurs scénarios probables se dessinent, chacun ayant des implications significatives sur la stabilité politique, économique et sociale du pays.

### **5.2. Scénario 1 : Élections et Transition Politique**

Si les élections présidentielles prévues en 2024 se déroulent dans un cadre transparent et équitable, cela pourrait marquer un tournant vers une stabilisation politique durable. Une transition réussie vers un gouvernement démocratiquement élu pourrait renforcer la confiance des investisseurs et des bailleurs de fonds internationaux, essentielle pour l'accès du Mali aux marchés financiers. Cette stabilité politique pourrait également favoriser un meilleur climat pour les investissements, stimulant ainsi la croissance économique. En revanche, si les élections sont entachées de controverses ou reportées, cela pourrait entraîner une instabilité politique accrue, potentiellement conduisant à des sanctions économiques de la CEDEAO, ce qui aurait un impact négatif sur l'économie malienne.

### **5.3. Scénario 2. : Sécurité et Développement Économique**

La situation sécuritaire reste un facteur clé pour 2024. L'éventuel retrait de la MINUSMA et la recrudescence des activités de groupes armés et terroristes pourraient intensifier les défis sécuritaires. Une détérioration de la situation sécuritaire entraverait non seulement les investissements directs étrangers mais limiterait également l'accès du Mali aux marchés de capitaux, freinant la croissance économique et exerçant une pression accrue sur les finances publiques. À l'inverse, une amélioration de la sécurité pourrait favoriser un environnement plus propice aux investissements et à la reprise économique.

### **5.4. Scénario 3 : Impact des Sanctions Économiques :**

Les sanctions économiques potentielles de la CEDEAO pourraient avoir des répercussions graves sur l'économie malienne. Une limitation de l'accès aux marchés des obligations augmenterait la pression sur les finances publiques et pourrait exacerber les défis existants en matière d'endettement. Ces sanctions pourraient également réduire les échanges commerciaux et dissuader les investissements étrangers, aggravant le chômage et la pauvreté.

L'année 2024 se présente donc comme un moment décisif pour le Mali, avec des scénarios possibles qui vont de la stabilisation politique et économique à une aggravation des défis existants. La réussite de la transition démocratique, la gestion efficace de la sécurité et des relations internationales saines sont cruciales pour assurer un avenir stable et prospère pour le

Mali. Ces scénarios mettent en lumière l'importance d'une gouvernance réfléchie et d'une planification stratégique pour naviguer dans une période aussi cruciale.

## 6. Conclusion

L'objet de l'étude était d'examiner les interactions complexes entre l'endettement public, la stabilité politique et la croissance économique dans le Mali contemporain, une nation confrontée à d'importants défis sécuritaires et politiques. Couvrant une période significative de transformations politiques, de crises sécuritaires profondes et de sanctions économiques, cette recherche a offert un cadre d'analyse approfondi sur les répercussions de l'endettement gouvernemental sur le parcours économique du Mali. L'accent a été mis sur l'analyse de l'impact des fonds levés via le marché des titres publics de l'UEMOA sur la croissance économique malienne, et sur le rôle modérateur de la stabilité politique dans cette dynamique. Cette démarche a permis de contribuer de façon notable à la compréhension de l'endettement dans les contextes de développement, tout en fournissant des orientations stratégiques pour l'élaboration de politiques économiques adaptées aux réalités complexes des pays en développement confrontés à des situations analogues.

L'étude a abouti à des conclusions significatives sur l'impact de l'endettement sur la croissance économique et la stabilité politique du Mali de 2011 à 2023. La recherche a confirmé que l'endettement, s'il est stratégiquement orienté, peut positivement influencer la croissance économique. Conformément à Krugman (1988), l'endettement via le marché des obligations a un impact bénéfique, bien que l'effet négatif des bons du Trésor à court terme appelle à une approche plus prudente de l'endettement à court terme.

L'interconnexion entre la stabilité politique et l'efficacité de la gestion de la dette a été clairement établie, corroborant les perspectives d'Acemoglu et Robinson (2001). Cette relation démontre l'importance de la stabilité politique dans la gestion de la dette et le maintien d'une croissance économique positive. Les découvertes soulignent que l'endettement malien, bien que complexe, nécessite une gestion équilibrée et prudente pour éviter le sur-endettement et ses impacts négatifs, conformément aux avertissements de Stiglitz (2002).

### 6.1. Implications Scientifiques

Les implications scientifiques de cet article s'inscrivent dans le prolongement de la littérature existante, tout en apportant de nouvelles perspectives. Ces implications se déploient à plusieurs niveaux :

- ☞ **Approfondissement des connaissances sur l'endettement dans les pays en développement** : L'étude enrichit la compréhension du rôle de l'endettement dans les contextes économiques et politiques fragiles, en particulier dans les pays en développement. Elle met en évidence les nuances spécifiques au Mali, un pays confronté à des défis uniques en matière de stabilité politique et de croissance économique, fournissant ainsi un cas d'étude détaillé qui peut être comparé ou contrasté avec d'autres contextes nationaux.
- ☞ **Évaluation de l'impact de l'instabilité politique sur la gestion de la dette** : Cette recherche apporte un éclairage sur la manière dont l'instabilité politique influence la gestion de la dette publique. En analysant les périodes de turbulence politique au Mali et leurs conséquences sur la politique fiscale et l'endettement, l'étude contribue à une meilleure compréhension des stratégies d'endettement adoptées en réponse à l'instabilité politique.
- ☞ **Interconnexion entre la dette publique et la croissance économique** : L'article souligne les liens complexes entre la dette publique, la stabilité politique et la croissance économique. Il explore comment les décisions en matière de dette influencent la trajectoire économique d'un pays et vice-versa, offrant ainsi des insights sur les politiques économiques adaptées aux contextes de fragilité politique.
- ☞ **Réflexion sur les politiques macroéconomiques dans les contextes de crise** : L'étude propose une réflexion critique sur les politiques macroéconomiques dans les pays en situation de crise politique et économique. Elle offre des recommandations stratégiques pour une gestion prudente de la dette et une planification économique équilibrée, visant à promouvoir la stabilité et la croissance durable.
- ☞ **Contribution à la méthodologie de recherche en économie politique** : La méthodologie adoptée dans cette étude, combinant analyse quantitative et qualitative, établit un modèle méthodologique qui peut être appliqué ou adapté dans d'autres recherches similaires. Elle démontre l'importance d'une approche intégrée pour analyser les questions économiques complexes dans les pays en développement.
- ☞ **Orientation pour les futures recherches** : cette recherche ouvre des pistes pour l'analyse des effets à long terme de l'endettement sur la stabilité politique et la croissance économique du Mali. Cette étude souligne la nécessité d'examiner les différentes formes



d'endettement et leur impact sur les secteurs économiques, en mettant l'accent sur les stratégies de financement et de gestion de la dette. Il est crucial de comprendre les interactions entre les politiques monétaires et fiscales et l'endettement pour évaluer leur efficacité et envisager des ajustements pour soutenir une croissance durable. Enfin, une analyse comparative de l'endettement, des réformes politiques et de la stabilité dans divers contextes nationaux enrichira la littérature existante et fournira des insights pour l'élaboration de politiques économiques adaptées aux défis des pays en développement.

En somme, l'article apporte une contribution précieuse à la littérature sur l'économie politique et la gestion de la dette dans les pays en développement, offrant des insights et des cadres analytiques qui peuvent éclairer à la fois la théorie et la pratique dans ce domaine.

## 6.2. Implications Politiques et Économiques

Notre analyse démontre l'importance cruciale d'une gestion stratégique de l'endettement pour la croissance économique et la stabilité politique au Mali. Les implications de cette étude pour les décideurs politiques sont multiples et offrent des pistes concrètes pour une gestion plus efficace de l'endettement et la promotion de la stabilité.

- a. **Gestion Prudente de l'Endettement** : Il est impératif de prioriser les obligations à moyen et long terme sur les bons du Trésor à court terme, car elles présentent un impact positif plus marqué sur la croissance économique. Les décideurs doivent veiller à ce que l'endettement soit orienté vers des investissements productifs, capables de stimuler durablement l'économie au lieu de la prise en charge des dépenses de fonctionnement, les salaires et autres dépenses non productives.
- b. **Importance de la Stabilité Politique** : La stabilité politique se révèle être un levier crucial pour une gestion efficace de la dette et un développement économique soutenu. Les processus électoraux transparents et des institutions démocratiques fortes sont essentiels pour maintenir la confiance des investisseurs et des partenaires internationaux sincères.
- c. **Renforcement des Relations Internationales** : Le Mali doit continuer à collaborer étroitement avec les organisations régionales comme la CEDEAO, tout en respectant les normes et les directives internationales pour éviter des sanctions économiques préjudiciables.

### 6.3. Recommandations Stratégiques :

- a. **Diversification des Sources de Financement** : Le Mali devrait explorer diverses sources de financement, telles que les partenariats public-privé et les investissements directs étrangers, pour réduire sa dépendance à l'endettement traditionnel et diminuer les risques associés aux marchés obligataires.
- b. **Investissements dans des Secteurs Clés** : L'orientation de l'endettement vers des secteurs essentiels comme l'infrastructure, l'éducation et la santé est primordiale. Ces investissements ont un impact direct et significatif sur la croissance économique et améliorent le bien-être social.
- c. **Stratégies pour la Stabilité Sécuritaire** : Face aux défis sécuritaires, il est vital de développer des stratégies efficaces pour la gestion de la sécurité, y compris le renforcement des capacités des forces de sécurité nationales et une collaboration accrue avec les partenaires internationaux pour la lutte contre le terrorisme.
- d. **Mesures de Transparence et de Responsabilité** : L'adoption de mesures de transparence et de responsabilité dans la gestion de l'endettement est essentielle. Cela implique un suivi rigoureux des dépenses publiques et l'adoption de réformes, notamment, celles issues de la Conférence d'entente nationale, du Dialogue National Inclusif (DNI) ou plus récemment, des Assises Nationales de la Refondation (ANR), pour une meilleure gouvernance financière.

La mise en œuvre de ces recommandations peut aider le Mali à surmonter ses défis actuels, tout en offrant des enseignements précieux à d'autres pays en développement confrontés à des situations similaires. Une gestion éclairée et stratégique de l'endettement, combinée à une stabilité politique et des relations internationales solides, est la clé d'un développement économique durable.

Cette étude contribue de manière significative à la compréhension des dynamiques d'endettement dans un contexte de crise, en se concentrant sur le Mali. Les leçons tirées offrent des perspectives vitales pour d'autres pays confrontés à des défis similaires, mettant en avant la nécessité d'une gestion économique résiliente et éclairée pour le développement durable.

## 7. Références

Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2001). « *A Theory of Political Transitions*. *American Economic Review*, 91(4), 938-963.

Alesina, A., & Tabellini, G. (1989). *A Positive Theory of Fiscal Deficits and Government Debt*. *The Review of Economic Studies*, 56(3), 403-414.

Barro, R. J. (1990). *Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth*. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.

CEDEAO. (2023). Report on Political and Economic Sanctions. Communiqué du 74<sup>ième</sup> Sommet des Chefs d'États de la CEDEAO Conférence des Chefs d'États, juillet 2022.

CEDEAO. (2023).

Coulibaly, M. & al, (2002). L'endettement des pays les plus pauvres: le cas du Mali. *1st Edition*, pp : 22-30

DIALLO, S.S. (2022). "Dettes Publiques et Investissement au Mali." *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 3(1), 99–119.

Direction Générale de la Dette Publique - Mali. (2021). Indicateurs du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2021.

Direction Générale de la Dette Publique - Mali. (2022). Rapport semestriel de la dette publique du Mali.

Coulibaly H., & Lima S., « Crise de l'État et territoires de la crise au Mali », *OpenEditions Jonals* DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13374>

Krugman, P. (1988). Financing vs. Forgiving a Debt Overhang. *Journal of Development Economics*, 29(3), 253-268.

Ministère de l'Économie et des Finances. (2023). Projet de Loi de Finances de 2024.

Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2009). *This Time is Different: Eight Centuries of Financial Folly*. Princeton University Press.

Sachs, J. (2005). *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*. Penguin Books.

SANGARE. M.B.(2023) « Soutenabilité versus Stationnarité de la dette :une application empirique sur le Mali », *Revue Française d'Économie et de Gestion* «Volume 4 : Numéro 3» pp : 255 - 273.

SISSOKO, E.F. & al., (2023), « Sécurité ou Développement ? : Un dilemme budgétaire dans le contexte des élections de 2024 et de la pression internationale.», *Revue Française d'Économie et de Gestion*, Vol. 4 No 12 (2023).

SISSOKO, E. F. . (2023). *Les dynamiques du secteur privé Malien : Les défis de la Création, du Développement et du Financement des Entreprises*. *Revue Internationale Des Sciences De Gestion*, 6(4), pp : 1374 -1396.

SISSOKO. E.F., K. DEMBELE. (2023). « Analyse des conséquences des sanctions économiques de la cedeao en 2022 : Examens de l'endettement et de la stabilité macroéconomique du Mali, ». *Revue Française d'Économie et de Gestion*. Volume 04: Numéro 11 » pp : 165- 182.

SISSOKO. EF., (2023) *DEFIS SECURITAIRES ET ACCES A L'EDUCATION AU CENTRE DU MALI : Cas de la région de Mopti* », *Revue Française d'Économie et de Gestion* « Volume 4 : Numéro 12. pp : 106 - 133

Angrist, J. D., & Pischke, J.-S. (2009). *Mostly Harmless Econometrics: An Empiricist's Companion*. Princeton University Press.

Stiglitz, J. E. (2000). *Economics of the Public Sector*. W. W. Norton & Company.

Wooldridge, J. M. (2015). *Introductory Econometrics: A Modern Approach*. Cengage Learning.

## 8. Annexes

**Tableau 2 : récapitulatif des modèles utilisés :**

MODELES	FORMULE DU MODÈLE :	EXPLICATIONS
<p>Modèles de Données de Panel :</p>	<p><math>Y_{it} = \alpha + \beta X_{it} + \mu_i + \varepsilon_{it}</math></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Variable Dépendante</b> : Croissance Économique du Mali (<math>Y_{it}</math>) - Mesurée typiquement par le taux de croissance annuel du PIB.</li> <li>• <b>Variabes Indépendantes</b> (<math>X_{it}</math>) :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Niveau d'Endettement - Ratio dette/PIB ou dette totale.</li> <li>○ Investissements dans les Infrastructures - Montant des investissements.</li> <li>○ Indicateurs du Marché des Obligations de l'UMOA Titres.</li> </ul> </li> <li>• <b>Variabes de Contrôle</b> :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Dépenses gouvernementales, recettes fiscales, taux d'inflation.</li> <li>○ Facteurs politiques et sécuritaires</li> </ul> </li> </ul>	<p>Ce modèle permet d'analyser des données qui varient à la fois dans le temps (t) et entre différentes entités (i, par exemple, différents secteurs économiques ou régions au sein du Mali). Le modèle de données de panel capte les effets inobservables spécifiques à chaque entité et les variations temporelles, offrant une vision plus complète et nuancée de la dynamique économique du Mali (Wooldridge, 2015).</p>
	<p><math>Y_{it} = \alpha + \beta_1 X_{1,it} + \beta_2 X_{2,it} + \varepsilon_{it}</math></p>	<p>Ces modèles sont utilisés pour aborder les problèmes d'endogénéité, où certaines variables explicatives</p>

MODELES	FORMULE DU MODÈLE :	EXPLICATIONS
Modèles de Régression Multiple avec Variables Instrumentales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Variable Dépendante</b> : Croissance Économique du Mali (<math>Y_{it}</math>).</li> <li>• <b>Variable Indépendante</b> : Niveau d'Endettement** (<math>X_{2,it}</math>) - Potentiellement corrélée avec des facteurs externes non observés.</li> <li>• <b>Variabes Instrumentales</b> (<math>Z_{it}</math>) :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Aides internationales, décisions de politique monétaire indépendantes.</li> </ul> </li> </ul>	sont corrélées avec le terme d'erreur. Les variables instrumentales sont employées pour obtenir des estimations non biaisées des coefficients de régression. Cette approche est cruciale pour assurer que l'analyse reflète de véritables relations causales plutôt que des corrélations fortuites (Angrist et Pischke, 2009).
Modèles de Cointégration et de Correction d'Erreur (ECM)	$\Delta Y_t = \alpha + \sum_{i=1}^p \beta_i \Delta X_{i,t} + \gamma(Y_{t-1} - \theta X_{t-1}) + \varepsilon_t$ <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Variabes de Cointégration à Long Terme</b> :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Relation entre Croissance Économique et Niveau d'Endettement.</li> </ul> </li> <li>• <b>Variabes de Court Terme</b> :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Changements dans les niveaux d'endettement, les investissements et autres indicateurs économiques.</li> </ul> </li> </ul>	Les modèles de cointégration et de correction d'erreur sont particulièrement adaptés pour étudier les relations de long terme et les ajustements à court terme entre les variables. L'ECM permet d'identifier et de quantifier le processus d'ajustement lorsque les variables s'écartent de leur relation d'équilibre à long terme. Ce modèle est essentiel pour examiner comment les déséquilibres temporaires entre l'endettement et d'autres variables macroéconomiques sont corrigés au fil du temps (Engle et Granger, 1987).



**Tableau n° 3 : Statistiques descriptives des variables**

Variables	Observations	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
IPIB	24	8.531073	0.54147	7.5556	9.3338
Lobligations	13	5.2056	0.3695	4.5463	6.0184
Lbons	13	5.5832	0.3633	4.9339	6.0184
Linvest_priv	24	6.4209	0.7179	5.4152	7.5064
Linvest_Pub	24	5.8599	0.4623	4.9854	6.4880
TCER	24	91.7529	7.47048	79.5856	105.285
Lpopact	23	1,5859	0,1935	15,2544	15,9017
Inflation	24	3.62290	3.7569	-7.5942	12.1828
Stabilité_poli	24	-0.9203	1.2018	-2.6260	0.7170
Contrôle_corrup	24	-0.6526	0.1219	-0.8670	-0.4186

Source : Auteurs sur Stata 17

**Tableau n°4 : Corrélations des variables**

	LPIB	Lobligations	Lbons	Linvest_P riv	Linvest_P ub	TCER	Infla	Ipopact	Stapol	Efficacité_ gov
<b>LPIB</b>	1,000									
<b>Lobligations</b>	0,0889	1,000								
<b>Lbons</b>	0,2778	0,39066	1,000							
<b>Linvest_Priv</b>	0,9825*	0,15293	0,3914	1,000						
<b>Linvest_Pub</b>	0,8214*	0,0485	0,0271	0,7571 *	1,000					
<b>TCER</b>	-0,5024	0,0567	0,2138	0,5557	0,4620	1,000				
<b>Infla</b>	-0,0047	0,05671	0,0791	0,0260	0,0876	0,1634	1,000			
<b>Lpopact</b>	0,9963*	0,05011	0,29129	0,9796	0,8245*	0,4889	0,0295	1,000		
<b>Stapol</b>	-0,9484	-0,2112	-0,3909	0,9645*	0,7789	0,3543	0,0954	0,2007	1,000	
<b>Efficacité_gov</b>	-0,3050	0,2337	0,2886	0,2894	0,2401	0,5565	0,1489	0,9445	0,2553	1,000



**Source : *Auteurs sur Stata 17***

Tableau n° 5 : *Test de multi colinéarité des variables (VIF)*

Variables	VIF
<b>Obligations</b>	4,3788
<b>Bons</b>	4,4045
<b>Investissements privés</b>	7,6748
<b>L'investissement_PUB</b>	8,6734
<b>TCER</b>	4,3451
<b>Inflation</b>	2,6841
<b>Population_Active</b>	9,1312
<b>Instabilité politique</b>	10,2341
<b>Contrôle de corruption</b>	10,0445

Source : Auteurs sur Eviews 12

Tableau n° 6 : Test de Cointégration

Variables	15,1798	
F-stat calculée	Bornes inférieures	Bornes supérieures
Seuils critiques		
10%	<b>1,63</b>	<b>2,75</b>
5%	<b>1,86</b>	<b>3,03</b>
2,5%	<b>2,08</b>	<b>3,33</b>
1%	<b>2,37</b>	<b>3,68</b>

Source : Auteurs sur Eviews 12

Tableau n°7 : Test de normalité, corrélation et hétéroscédasticité

Tests	coefficients	p-value
<b>Normality_test</b>	<b>0,9284</b>	<b>0,6286</b>
<b>Heteroscedasticity</b>	<b>1,1480</b>	<b>0,3980</b>
<b>Serial correlation</b>	<b>0.00604</b>	<b>0,9293</b>

Source : *Auteurs sur Stata 17*

Tableau N°8 : Test de stationnarité des variables

	Dickey-Fuller Augmenté		Ordre d'intégration	Phillips-Perron		Ordre d'intégration
	LEVEL	DIFFERENCE		LEVEL	DIFFERENCE	
LPIB	-1,7518	-5,0443***	I(1)	-4,3912**		I(0)
LOBLIGATIONS	-3,2328*		I(0)	-3,2681*		I(0)
LBONS	-1,4543	-3,1816*	I(1)	-1,5261	-3,1816*	I(1)
Linvestissement_PU	-3,7307**		I(0)	-3,7218**		I(0)
B						
Linvestissements_PR	-2,1435	-4,0457**	I(1)	-2,1435	-4,0415**	I(1)
I						
Inflation	-3,7534*		I(0)	-3,7167*		I(0)
Lpopulation_active	-4,7538**		I(0)	-1,5703	6,7650***	I(1)
Taux de change	-2,5384	-3,8465**	I(1)	-2,5491	-3,7729**	I(1)
Instabilité politique	-0,5619	-4,7698**	I(1)	-0,5456	-4,7700**	I(1)
Efficacité gov	-1,2819	-3,8175**	I(1)	-1,8158	-3,8106	

Source : Auteurs sur Eviews 12